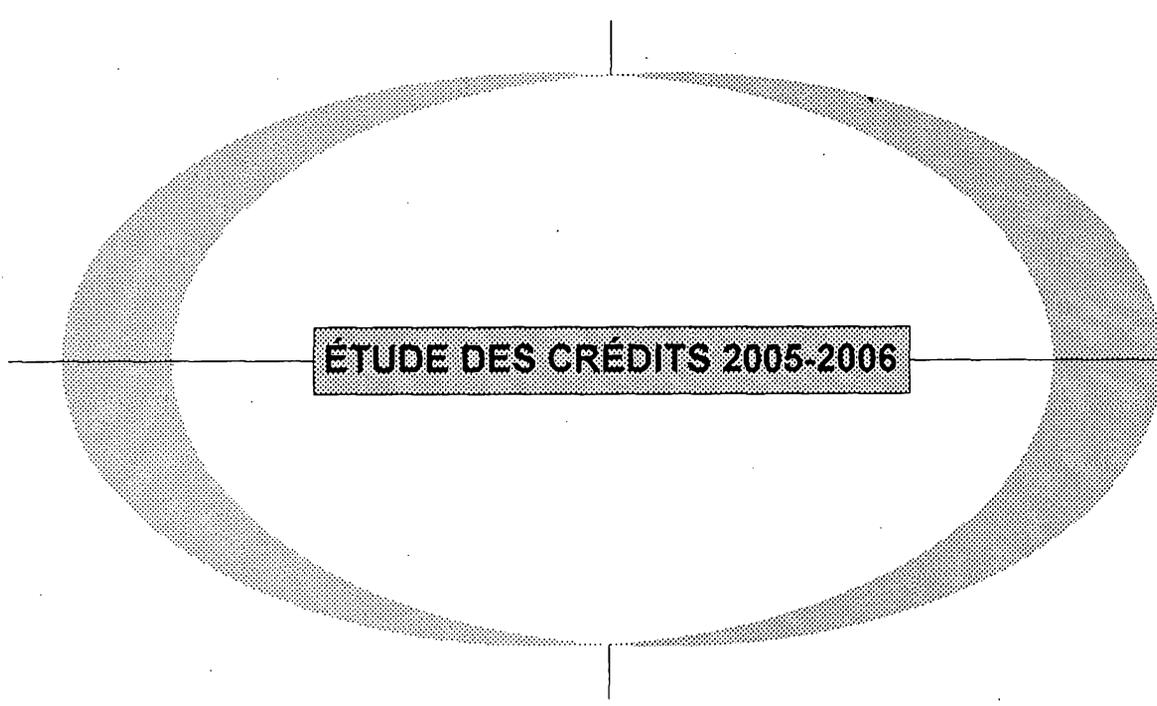


Québec 

Ministère du Conseil exécutif

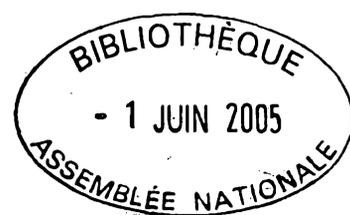
A11R431  
E88  
2005/06  
2  
QL  
P. gouv.



**ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006**

**SECRETARIAT À LA RÉFORME DES INSTITUTIONS DÉMOCRATIQUES ET À  
L'ACCÈS À L'INFORMATION**

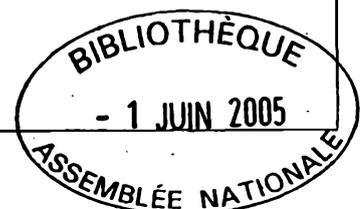
**Programme 06, élément 03 : Accès à l'information**



**ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006**  
**SECRETARIAT À LA RÉFORME DES INSTITUTIONS DÉMOCRATIQUES ET À L'ACCÈS À L'INFORMATION**  
**PROGRAMME : 06 ÉLÉMENT : 03 ACCÈS À L'INFORMATION**

**SECTION I RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX : QUESTIONS 1 À 56**

1. Comparaison pour chaque ministère et chaque organisme, par poste budgétaire, entre les crédits 2004-2005 et 2005-2006, compte tenu des modifications administratives apportées lors du remaniement ministériel du 18 février 2005.
2. Organigramme du ministère ou de l'organisme en indiquant pour chaque poste le nom et le titre du titulaire, incluant le numéro de téléphone.
3. Liste de toutes les publications du ministère ou de l'organisme (incluant les publications régulières, particulières ou occasionnelles ainsi qu'une copie de la déclaration de services au citoyen) :
  - ♦ Tirage
  - ♦ Coût
  - ♦ Agence de conception
  - ♦ Graphisme
  - ♦ Rédacteur
  - ♦ Imprimeur
  - ♦ distribution
4. Liste des voyages hors Québec depuis le 1<sup>er</sup> avril 2004 :
  - ♦ Endroits et dates du départ et du retour
  - ♦ But du voyage
  - ♦ Personnes rencontrées
  - ♦ Coût
  - ♦ Noms des ministres, députés, personnel de cabinet, fonctionnaires concernés (avec leur titre) et autres participants (avec leur titre)
  - ♦ Pour les organismes, noms des dirigeants et fonctionnaires concernés
5. Pour chacun des ministères ou organismes publics et parapublics, lors de la mission à l'étranger :
  - ♦ La liste des ententes signées et/ou annoncées
  - ♦ Les détails de ces ententes
  - ♦ Les résultats obtenus à ce jour
  - ♦ Les investissements annoncés
6. Les sommes dépensées pour les voyages en avion de chaque membre du Conseil des ministres et des membres des cabinets ministériels au Québec et à l'étranger
7. Liste des dépenses en publicité (incluant sur Internet) et des articles promotionnels :
  - ♦ Les sommes dépensées pour l'exercice financier 2004-2005 et les prévisions pour 2005-2006
  - ♦ Firmes de publicité
  - ♦ Mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié)
  - ♦ Le nom des fournisseurs, incluant les contrats de photographes
  - ♦ Le but visé par chaque dépense
8. Liste des sondages et groupes de discussions effectués durant l'exercice financier 2004-2005 à la demande des cabinets, des membres du Conseil des ministres, ministères, organismes, société, régies et commissions qui s'y rattachent :
  - ♦ Liste et coût
  - ♦ Copie des soumissions
  - ♦ Copie du questionnaire et du résultat
  - ♦ Firme ayant obtenu le contrat
9. Liste des études commandées à l'extérieur ou à l'intérieur durant l'exercice financier 2004-2005 à la demande d'un ministère ou d'un organisme :
  - ♦ Liste et coût
  - ♦ Copie des soumissions
  - ♦ Copie des études
  - ♦ Firme ou individu ayant obtenu le mandat
  - ♦ Copie du contrat
10. Liste des contrats de moins de 25 000 \$ octroyés par un ministère, un cabinet ministériel ou un organisme en 2004-2005 en indiquant :
  - ♦ Le nom du professionnel ou de la firme
  - ♦ Le mandat et le résultat (rapport ou document final)
  - ♦ Le coût
  - ♦ Le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié)
  - ♦ Dans le cas d'octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.
11. Liste des contrats de moins de 25 000 \$ ou de plus de 25 000 \$ octroyés par un ministère, un cabinet ministériel ou un organisme en 2004-2005 à une firme de relations publiques en indiquant :
  - ♦ Le nom du professionnel ou de la firme
  - ♦ Le mandat et le résultat (rapport ou document final)
  - ♦ Le coût
  - ♦ Le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié)
  - ♦ Dans le cas d'octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.



**ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006**  
**SECRETARIAT À LA RÉFORME DES INSTITUTIONS DÉMOCRATIQUES ET À L'ACCÈS À L'INFORMATION**  
**PROGRAMME : 06 ÉLÉMENT : 03 ACCÈS À L'INFORMATION**

**SECTION I : RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX : QUESTIONS 1 À 56**

12. Pour le cabinet ministériel, le montant, pour l'année 2004-2005, de chacune des dépenses suivantes :
- ♦ La photocopie
  - ♦ La téléphonie cellulaire et coût d'utilisation
  - ♦ Les téléavertisseurs
  - ♦ Le mobilier e bureau
  - ♦ Les distributeurs d'eau de source
  - ♦ Le remboursement des frais de transport
  - ♦ Le remboursement des frais d'hébergement
  - ♦ Le remboursement des frais de repas
  - ♦ L'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement.
    - i. au Québec
    - ii. à l'extérieur du Québec
13. Pour la Direction générale du ministère, le montant, pour l'année 2004-2005, de chacune des dépenses suivantes :
- ♦ La photocopie
  - ♦ La téléphonie cellulaire et coût d'utilisation
  - ♦ Les téléavertisseurs
  - ♦ Le mobilier e bureau
  - ♦ Les distributeurs d'eau de source
  - ♦ Le remboursement des frais de transport
  - ♦ Le remboursement des frais d'hébergement
  - ♦ Le remboursement des frais de repas
  - ♦ L'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement.
    - i. au Québec
    - ii. à l'extérieur du Québec
14. Le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles (de chaque ministère et pour chacun des organismes relevant de sa compétence) pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc...) par ministère, par cabinet ministériel et par organisme pour 2004-2005 ainsi que les prévisions pour 2005-2006, 2006-2007 et 2007-2008.
15. À chacun des mois de l'exercice budgétaire 2004-2005, pour chaque ministère et organisme (par établissement pour le ministère de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'Éducation), et ce, par catégories d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc...)
- ♦ Nombre total de jours de maladie pris par le personnel
  - ♦ Nombre total d'heures de travail supplémentaires réalisées par le personnel et répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc...)
  - ♦ Nombre total de jours de vacances pris par le personnel
  - ♦ Nombre de plaintes pour harcèlement psychologique
16. Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour chacun des exercices budgétaires depuis le 1<sup>er</sup> avril 2002 :
- ♦ Évolution des effectifs réguliers par catégories d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions)
  - ♦ Évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir
  - ♦ Nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie
  - ♦ Nombre de postes par catégories d'emploi et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions)
  - ♦ Niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires
  - ♦ Nombre de départs à la retraite anticipés pour les cinq prochaines années
17. Liste des baux pour les espaces loués de la SIQ en indiquant pour chacun d'eux :
- ♦ L'emplacement de la location
  - ♦ La superficie du local loué
  - ♦ La superficie réellement occupée
  - ♦ La superficie inoccupée
  - ♦ Le coût de location au mètre carré
  - ♦ Le coût total de ladite location
  - ♦ Les coûts d'aménagement réalisés en 2004-2005 la nature des travaux et le ou les bureaux visés
  - ♦ La durée du bail
18. Liste des baux auxquels la SIQ a mis fin en 2004-2005 et prévisions 2005-2006

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006**  
**SECRETARIAT À LA RÉFORME DES INSTITUTIONS DÉMOCRATIQUES ET À L'ACCÈS À L'INFORMATION**  
**PROGRAMME : 06 ÉLÉMENT : 03 ACCÈS À L'INFORMATION**

**SECTION I : RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX : QUESTIONS 1 À 56**

19. Mise à part la SIQ, la liste des firmes en 2004-2005 de qui sont loués des espaces en indiquant pour chacun d'elles
- ♦ L'emplacement de la location
  - ♦ La superficie du local loué
  - ♦ La superficie réellement occupée
  - ♦ La superficie inoccupée
  - ♦ Le coût de location au mètre carré
  - ♦ Le coût total de ladite location
  - ♦ Les coûts d'aménagement réalisés en 2004-2005 la nature des travaux et le ou les bureaux visés
  - ♦ La durée du bail
  - ♦ Le propriétaire et/ou le nom de la firme
20. Coûts de déménagement, d'aménagement et travaux effectués dans les cabinets ministériels et dans leur bureau de circonscription du 1<sup>er</sup> avril 2004 au 17 février 2005 et du 18 février 2005 à ce jour
21. Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres au 1<sup>er</sup> avril 2004 en indiquant pour chaque individu :
- ♦ La date de l'entrée en fonction
  - ♦ Le titre de la fonction
  - ♦ L'adresse du port d'attache
  - ♦ Le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés
  - ♦ La liste du personnel politique, incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale il relève
  - ♦ La description de tâches
  - ♦ Le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet depuis le 1<sup>er</sup> avril 2004
  - ♦ Le nombre total d'employés au cabinet
  - ♦ Le nom des employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la fonction occupée
  - ♦ S'il a ou non signé les directives du premier ministre intitulées « Directive sur la transparence et l'éthique relativement à l'exercice des fonctions du personnel des cabinets de ministre » et « Directive concernant les règles applicables lors de la cessation d'exercice de certaines fonctions pour l'État.
22. Liste des sommes d'argent versées en 2004-2005 à même le budget discrétionnaire du :
- i. ministre
  - ii. ministère ou de l'organisme, en indiquant :
    - le nom de l'organisme ou de la personne concerné
    - la circonscription électorale
    - le montant attribué
    - le projet visé et le résultat
23. La ventilation détaillée des budgets de dépenses afférentes aux transferts obtenus du gouvernement fédéral (préciser le montant reçu) en 2003-2004 et 2004-2005; pour chacun des programme ou des fonds, description sommaire du mode de subvention et les prévisions pour les exercices financiers 2005-2006, 2006-2007 et 2007-2008
24. Liste du personnel en disponibilité par catégories d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc...) en indiquant :
- ♦ le poste initiale
  - ♦ le salaire
  - ♦ le poste actuel, s'il y a lieu
  - ♦ la date de la mise en disponibilité
  - ♦ la prévision 2005-2006 et 2006-2007
25. Pour chaque ministère et organisme, le nombre d'occasionnels mis à pied par catégorie d'âge en 2004-2005
26. Méthodologie employée pour effectuer la planification des départs à la retraite, des embauches et du renouvellement des contrats d'employés occasionnels
27. Liste du personnel hors structure par catégories d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc...) rémunéré par le ministère qui n'occupe aucun poste dans ce ministère :
- ♦ Nom de la personne
  - ♦ Poste occupé
  - ♦ Salaire
  - ♦ Assignation initiale
  - ♦ Date de l'assignation hors structure
  - ♦ Date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006**  
**SECRETARIAT À LA RÉFORME DES INSTITUTIONS DÉMOCRATIQUES ET À L'ACCÈS À L'INFORMATION**  
**PROGRAMME : 06 ÉLÉMENT : 03 ACCÈS À L'INFORMATION**

**SECTION II : RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX : QUESTIONS 1 À 56**

28. Liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à des organismes parapublics non gouvernementaux et autres :
- ♦ Assignation initiale
  - ♦ Assignation actuelle
  - ♦ Salaire
  - ♦ Date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu
29. Liste du personnel rémunéré par des organismes parapublics non gouvernementaux et autres :
- ♦ Assignation initiale
  - ♦ Assignation actuelle
  - ♦ Salaire
  - ♦ Date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu
30. Liste du personnel par catégories d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires) qui reçoit une double rémunération, soit celle rattachée à leur fonction et un revenu d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les régies régionales de la santé et les établissements hospitaliers, en indiquant :
- ♦ Le salaire de la personne
  - ♦ Le montant reçu du régime de retraite
31. Pour chacun des ministères ou organismes publics et parapublics, la liste détaillée du matériel informatique (année d'acquisition, modèle et la somme dépensée)
32. Liste de tous les abonnements des ministères et organismes publics ainsi que le coût de chacun :
- ♦ Services Internet d'information
  - ♦ Livres
  - ♦ Journaux
  - ♦ Magazines
  - ♦ Bulletins électroniques et/ou papiers
  - ♦ Clubs privés ou autres
  - ♦ Billets de saison
  - ♦ Etc.
33. Pour chaque site Internet (incluant ceux des événements ponctuels), et ce, depuis l'existence du site :
- ♦ Le nom de la firme ou des personnes qui ont conçu le site
  - ♦ Les coûts de construction du site
  - ♦ Le coût de l'entretien et de la mise à jour
  - ♦ Qui est responsable du contenu sur le site
  - ♦ Quelle est la fréquence moyenne de mise à jour
  - ♦ Le nombre de visiteurs (hits) par mois
  - ♦ Combien de fois le site a-t-il été refait? Quel a été le coût? Quels sont les critères qui ont justifié les changements?
34. Dépenses effectuées en 2004-2005 par chaque ministère ou organisme dans les technologies de l'information :
- ♦ Téléphonie
  - ♦ Matériel informatique
  - ♦ Logiciels
  - ♦ Programmation
  - ♦ formation
35. Pour chacun des ministères et organismes publics et parapublics, état d'avancement des travaux relatifs à l'équité salariale
36. Une liste et une copie de tous les contrats octroyés dans le cadre du processus de réingénierie et de modernisation de l'État ainsi que le montant de chacun de ces contrats
37. Liste et copie des sondages commandés dans le cadre du processus de réingénierie de l'État ainsi que le montant de chacun de ces contrats
38. Toutes les études commandées en 2004-2005 sur la privatisation ou l'impartition de services gouvernementaux déjà offerts ou de nouveaux services publics, les contrats liés à ces études, les mandats détaillés, l'échéance prévue et les montants impliqués
39. Les solutions proposées par chaque ministère ou organisme dans le cadre des travaux portant sur la réingénierie de l'État à la demande du Conseil exécutif, du Conseil du trésor ou des comités formés par le gouvernement
40. Pour chaque ministère et organisme, le cas échéant, le nombre de réunions des comités ministériels sur l'organisation du travail
41. Pour chaque ministère et organisme, les budgets consacrés à la sécurité des ministères, organismes ainsi qu'à leurs installations (interne ou par contrat l'externe) en 2004-2005 et ceux prévus pour 2005-2006
42. Toute modification à une directive existante ou toute nouvelle directive s'appliquant à tous les ministères ou organismes, ou particulière à certains ministères ou organismes, à l'égard de la circulation et la confidentialité de l'information ainsi que toutes les sommes investies dans l'application de ces mesures par chacun des ministères et organismes incluant le ministère de la Sécurité publique

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006**  
**SECRETARIAT À LA RÉFORME DES INSTITUTIONS DÉMOCRATIQUES ET À L'ACCÈS À L'INFORMATION**  
**PROGRAMME : 06 ÉLÉMENT : 03 ACCÈS À L'INFORMATION**

---

**SECTION I : RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX : QUESTIONS 1 À 56**

43. Pour chaque ministère et organisme, le nombre et la nature des griefs formulés à l'égard des politiques ministérielles visant à assurer la confidentialité des informations ainsi que le nombre de sanctions imposées aux employés et aux cadres à l'égard de ces mêmes politiques.
44. Nominations, depuis le 1<sup>er</sup> mai 2004, de mandataires, émissaires, négociateurs, médiateurs :
- Liste
  - Mandats
  - Contrats
  - Résultats du travail effectué
  - Échéances prévues
  - Sommes impliquées
45. Pour 2004-2005, les dépenses effectuées par ministère pour les tournées ministérielles et sous-ministérielles dans les régions du Québec, en ventilant pour chacune des régions
46. Pour chaque ministère et organisme, les montants déboursés en 2004-2005 ainsi que les prévisions pour 2005-2006 pour les études, avis ou achat de matériel (logiciels ou équipements) pour la mise en place du gouvernement en ligne, les contrats octroyés, les échéances prévues.
47. La liste et une copie de tous les avis demandés au Commissaire au lobbying par un ministère, un organisme ou un cabinet ministériel
48. La liste et une copie de tous les avis demandés à la Commission d'accès à l'information par un ministère, organisme ou un cabinet ministériel
49. Nombre de demandes d'accès à l'information par ministère et organisme pour 2004-2005 :
- Nombre de refus
  - Nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de vingt jours
  - Nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de trente jours
50. La liste de tous les mandats confiés à chaque adjoint parlementaire des membres du Conseil des ministres :
- Coûts
  - Nombre de ressources affectées
  - Nombre de rencontres
  - Nombre d'ETC affecté à chaque mandat en indiquant leur fonction et leur titre
51. Pour chacun des ministères et organismes, le nombre d'ETC autorisé et non comblé depuis février 2005
52. Pour chaque ministère et organisme, le montant des cibles de compressions fixées par le Conseil du trésor pour fermer l'année 2004-2005 et mesures prises par chacun d'entre eux pour atteindre ces cibles
53. Pour chaque ministère et organisme, le montant des cibles de compressions fixées par le Conseil du trésor pour fermer l'année 2005-2006 et mesures prises par chacun d'entre eux pour atteindre ces cibles
54. La liste des nominations effectuées par chaque membre du Conseil des ministres au sein d'organismes, de comités ou autres dont une indemnité (salaire, jetons de présence, etc.) est payée par le ministère, incluant le nombre de femmes nommées
55. La liste ainsi que les montants versés à chacun des traités ayant fait affaire avec chaque ministère (incluant les cabinets ministériels) et organisme en 2004-2005
56. Copie des partis accessibles au public de tous les mémoires au Conseil des ministres qui ont une incidence sur les crédits budgétaires

---

SECTION I  
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX  
QUESTIONS 1 À 56

---

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF  
 SECRETARIAT À LA RÉFORME DES INSTITUTIONS DÉMOCRATIQUES ET À L'ACCÈS À L'INFORMATION**

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006  
 RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**1. COMPARAISON POUR CHAQUE MINISTÈRE ET CHAQUE ORGANISME, PAR POSTE BUDGÉTAIRE, ENTRE LES CRÉDITS 2004-2005 ET 2005-2006, COMPTE TENU DES  
 MODIFICATIONS ADMINISTRATIVES APPORTÉES LORS DU REMANIEMENT MINISTÉRIEL DU 18 FÉVRIER 2005**

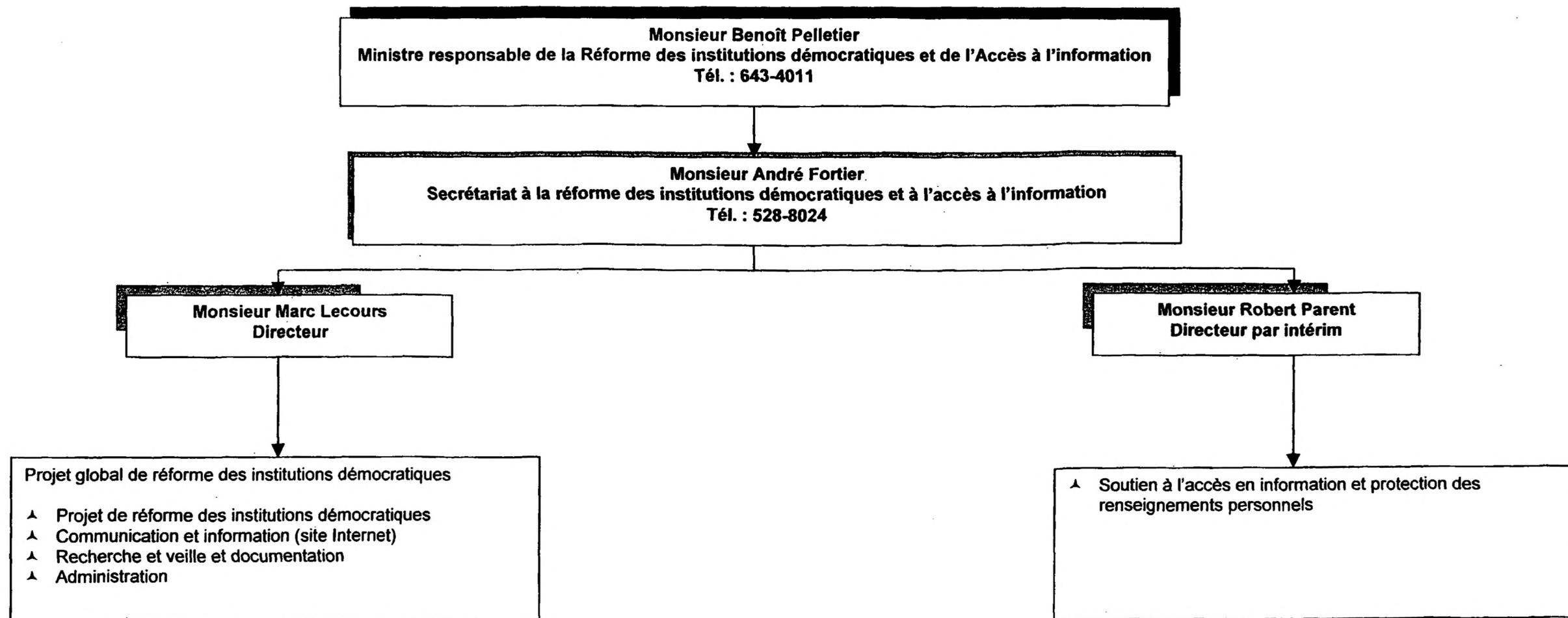
- Programme 6, élément 01 = Réforme des institutions démocratiques  
 Programme 6, élément 02 = Commission d'accès à l'information  
 Programme 6, élément 03 = Soutien à l'accès en information et protection des renseignements personnels

Budget de dépenses				2005-2006	2004-2005
	Élément 01	Élément 02	Élément 03 (000 \$)		
Rémunération	652,7	3 305,0	462,9	4 420,6	4 429,1
Fonctionnement	262,1	876,8	75,0	1 213,9	1 351,1
Transfert	-	-	50,0	50,0	50,0
<b>Total</b>	<b>914,8</b>	<b>4 181,8</b>	<b>587,9</b>	<b>5 684,5</b>	<b>5 830,2</b>
<b>Effectif total</b>	<b>9</b>	<b>51</b>	<b>8</b>	<b>68</b>	<b>70</b>
<b>Budget d'investissements</b>					
Immobilisations	-	12,0	-	12,0	12,0
	-	12,0	-	12,0	12,0

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF  
SECRETARIAT À LA RÉFORME DES INSTITUTIONS DÉMOCRATIQUES ET À L'ACCÈS À L'INFORMATION

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006  
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

2. ORGANIGRAMME DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME EN INDIQUANT POUR CHAQUE POSTE LE NOM ET LE TITRE DU TITULAIRE AINSI QUE LE NUMÉRO DE TÉLÉPHONE.



MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF  
SECRETARIAT A LA REFORME DES INSTITUTIONS DEMOCRATIQUES ET A L'ACCES A L'INFORMATION

ETUDE DES CREDITS 2005-2006  
RENSEIGNEMENTS GENERAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

3. LISTE DE TOUTES LES PUBLICATIONS DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME (INCLUANT LES PUBLICATIONS REGULIERES PARTICULIERES OU OCCASIONNELLES AINSI QU'UNE COPIE DE LA DECLARATION DE SERVICES AU CITOYEN)

TITRE	TIRAGE	COÛTS \$	1. AGENCE DE CONCEPTION 2. GRAPHISME 3. RÉDACTEUR 4. IMPRIMEUR	DISTRIBUTION
AUCUNE.				

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF  
SÉCRÉTARIAT À LA RÉFORME DES INSTITUTIONS DÉMOCRATIQUES ET À L'ACCÈS À L'INFORMATION**

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006  
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**4. LISTE DES VOYAGES HORS QUÉBEC DEPUIS LE 1<sup>er</sup> AVRIL 2004.**

Colloque à Toronto, les 28 et 29 octobre 2004, « 5 th Annual Privacy and Security Workshop : Privacy and Security : Seeking the Middle Path. »

Représenté par Madame Denyse Roussel : \$ 1 200,54

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF**  
**SECRETARIAT À LA RÉFORME DES INSTITUTIONS DÉMOCRATIQUES ET À L'ACCÈS À L'INFORMATION**

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006**  
**RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**5. POUR CHACUN DES MINISTÈRES OU ORGANISMES PUBLICS ET PARAPUBLICS, LORS DE LA MISSION À L'ÉTRANGER : LA LISTE DES ENTENTES SIGNÉES ET/OU ANNONCÉES, LES DÉTAILS DE CES ENTENTES, LES RÉSULTATS OBTENUS À CE JOUR ET LES INVESTISSEMENTS ANNONCÉS.**

**LA RÉPONSE À CETTE QUESTION EST INCLUSE À LA QUESTION 4.**

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF  
SECRETARIAT À LA RÉFORME DES INSTITUTIONS DÉMOCRATIQUES ET À L'ACCÈS À L'INFORMATION

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006  
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

6. LES SOMMES DÉPENSÉES POUR LES VOYAGES EN AVION DE CHAQUE MEMBRE DU CONSEIL DES MINISTRES ET DES MEMBRES DES CABINETS MINISTÉRIELS AU QUÉBEC ET À L'ÉTRANGER.

LES RENSEIGNEMENTS RELATIFS AU CABINET SONT AU CAHIER EXPLICATIF DU MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF.

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF  
SECRETARIAT À LA RÉFORME DES INSTITUTIONS DÉMOCRATIQUES ET À L'ACCÈS À L'INFORMATION

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006  
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

7. LISTE DES DÉPENSES EN PUBLICITÉ (INCLUANT SUR INTERNET) ET DES ARTICLES PROMOTIONNELS.

LISTE DES DÉPENSES EN PUBLICITÉ ET DES ARTICLES PROMOTIONNELS	SOMMES DÉPENSÉES 2004-2005
AUCUNE DÉPENSE.	

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF  
SECRETARIAT À LA RÉFORME DES INSTITUTIONS DÉMOCRATIQUES ET À L'ACCÈS À L'INFORMATION**

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006  
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**8. LISTE DES SONDAGES ET GROUPES DE DISCUSSIONS EFFECTUÉS DURANT L'EXERCICE FINANCIER 2004-2005 À LA DEMANDE DES CABINETS, DES MEMBRES DU CONSEIL DES MINISTRES, MINISTÈRES, ORGANISMES, SOCIÉTÉ, RÉGIES ET COMMISSIONS QUI S'Y RATTACHENT.**

<b>NOM DU PROFESSIONNEL OU DE LA FIRME</b>	<b>OBJET</b>	<b>MONTANT DU CONTRAT \$</b>
Aucun sondage externe.  Sondage auprès des responsables de l'accès à l'information et de la protection des renseignements personnels des ministères et des organismes.	Connaître l'appréciation du fonctionnement des rencontres des responsables de l'accès et de la protection des renseignements personnels (lieux, horaires, organisation, thèmes, communications diverses, problématiques, commentaires).	Réalisé par le personnel de la Direction:

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF  
SECRETARIAT À LA RÉFORME DES INSTITUTIONS DÉMOCRATIQUES ET À L'ACCÈS À L'INFORMATION

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006  
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

9. LISTE DES ÉTUDES COMMANDÉES À L'EXTÉRIEUR OU À L'INTÉRIEUR DURANT L'EXERCICE FINANCIÈRE 2004-2005 À LA DEMANDE D'UN MINISTÈRE OU D'UN ORGANISME

NOM DU PROFESSIONNEL OU DE LA FIRME	OBJET	MONTANT DU CONTRAT \$
AUCUNE.		

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF  
SECRETARIAT À LA RÉFORME DES INSTITUTIONS DÉMOCRATIQUES ET À L'ACCÈS À L'INFORMATION

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006  
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

10. LISTE DES CONTRATS DE MOINS DE 25 000 \$ OCTROYÉS PAR UN MINISTÈRE, UN CABINET MINISTÉRIEL OU UN ORGANISME EN 2004-2005.

NOM DU CONTRACTANT	OBJET DU CONTRAT	MONTANT DU CONTRAT \$
	AUCUN.	

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF  
SECRETARIAT À LA RÉFORME DES INSTITUTIONS DÉMOCRATIQUES ET À L'ACCÈS À L'INFORMATION**

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006  
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**11. LISTE DES CONTRATS DE MOINS DE 25 000 \$ OU PLUS DE 25 000 \$ OCTROYÉS PAR UN MINISTÈRE, UN CABINET MINISTÉRIEL OU UN ORGANISME EN 2004-2005 À UNE FIRME DE RELATIONS PUBLIQUES.**

<b>NOM DU CONTRACTANT</b>	<b>OBJET DU CONTRAT</b>	<b>MONTANT DU CONTRAT \$</b>
<b>LA RÉPONSE À CETTE QUESTION EST INCLUSE À LA QUESTION 10.</b>		

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF  
SECRÉTARIAT À LA RÉFORME DES INSTITUTIONS DÉMOCRATIQUES ET À L'ACCÈS À L'INFORMATION

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006  
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

12. POUR LE CABINET MINISTÉRIEL, LE MONTANT, POUR L'ANNÉE 2004-2005 DE CHACUNE DES DÉPENSES DE PHOTOCOPIE, DE TÉLÉPHONIE CELLULAIRE (CÔT D'UTILISATION), DE TÉLÉAVERTISSEURS, DE MOBILIER DE BUREAU, DE DISTRIBUTEURS D'EAU DE SOURCE, LE REMBOURSEMENT DES FRAIS DE TRANSPORT, D'HÉBERGEMENT, DE REPAS, L'ENSEMBLE DES DÉPENSES APPLICABLES À LA PARTICIPATION À DES CONGRÈS, DES COLLOQUES ET TOUTE SESSION DE TYPE PERFECTIONNEMENT OU RESSOURCEMENT : AU QUÉBEC ET À L'EXTÉRIEUR DU QUÉBEC

DÉPENSES	CÔT \$
<p>LA RÉPONSE À CETTE QUESTION EST INCLUSE À LA RÉPONSE 13.</p>	

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF  
 SECRÉTARIAT À LA RÉFORME DES INSTITUTIONS DÉMOCRATIQUES ET À L'ACCÈS À L'INFORMATION**

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006  
 RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**13. POUR LA DIRECTION GÉNÉRALE DU MINISTÈRE, LE MONTANT, POUR L'ANNÉE 2004-2005 DE CHACUNE DES DÉPENSES DE PHOTOCOPIE, DE TÉLÉPHONIE CELLULAIRE (COÛT D'UTILISATION), DE TÉLÉAVERTISSEURS, DE MOBILIER DE BUREAU, DE DISTRIBUTEURS D'EAU DE SOURCE, LE REMBOURSEMENT DES FRAIS DE TRANSPORT, D'HÉBERGEMENT, DE REPAS, L'ENSEMBLE DES DÉPENSES APPLICABLES À LA PARTICIPATION À DES CONGRÈS, DES COLLOQUES ET TOUTE SESSION DE TYPE PERFECTIONNEMENT OU RESSOURCEMENT : AU QUÉBEC ET À L'EXTÉRIEUR DU QUÉBEC**

DÉPENSES	COÛT \$
1. Dépenses de photocopies 2. Dépenses de téléphonie cellulaire (utilisation) 3. Dépenses de téléavertisseurs 4. Dépenses de mobilier de bureau 5. Dépenses en distribution d'eau	Le montant des dépenses (1 à 5) est indiqué au cahier explicatif du ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles
6. Dépenses des frais de déplacement ▲ Le personnel du Soutien à l'accès en information et protection des renseignements personnels	19 687,83
7. Dépenses de perfectionnement (colloques compris)  ▲ Les dépenses en perfectionnement, colloques et congrès : <ul style="list-style-type: none"> <li>• Colloque à Toronto, les 28 et 29 octobre 2004 (1 personne) \$ 1 200,54</li> <li>• Colloque annuel AAPI (4 personnes) \$ 2 010,00</li> <li>• Autres \$ 5 274,97</li> </ul>	8 485,51 \$

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF  
 SECRÉTARIAT À LA RÉFORME DES INSTITUTIONS DÉMOCRATIQUES ET À L'ACCÈS À L'INFORMATION**

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006  
 RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**14. LE NOMBRE ET LA RÉPARTITION, PAR TRANCHES D'ÂGE, DU PERSONNEL MASCULIN ET FÉMININ, DES PERSONNES HANDICAPÉES, ANGLOPHONES, AUTOCHTONES ET DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES (DE CHAQUE MINISTÈRE ET POUR CHACUN DES ORGANISMES RELEVANT DE SA COMPÉTENCE) POUR CHAQUE CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC...) PAR MINISTÈRE, PAR CABINET MINISTÉRIEL ET PAR ORGANISME POUR 2004-2005 AINSI QUE LES PRÉVISIONS POUR 2005-2006, 2006-2007 ET 2007-2008.**

<b>CORPS D'EMPLOI</b>	<b>PERSONNEL MASCULIN</b>	<b>PERSONNEL FÉMININ</b>	<b>MOINS DE 35 ANS</b>	<b>35 ANS ET PLUS</b>	<b>PERSONNES HANDICAPÉES</b>	<b>ANGLOPHONES</b>	<b>AUTOCHTONES</b>
ADMINISTRATEURS D'ÉTAT							
CADRES							
PROFESSIONNELS	2	2		4			
FONCTIONNAIRES							
OUVRIERS							
<b>TOTAL</b>	<b>2</b>	<b>2</b>	<b>0</b>	<b>4</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>% par rapport à l'effectif occupé (4)</b>	<b>50,0%</b>	<b>50,0%</b>	<b>0,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>0,0%</b>	<b>0,0%</b>	<b>0,0%</b>

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF  
SECRETARIAT À LA RÉFORME DES INSTITUTIONS DÉMOCRATIQUES ET À L'ACCÈS À L'INFORMATION**

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006  
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**15. À CHACUN DES MOIS DE L'EXERCICE BUDGÉTAIRE 2004-2005, POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME (PAR ÉTABLISSEMENT POUR LE MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX ET LE RÉSEAU DE L'ÉDUCATION), ET CE, PAR CATÉGORIES D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC...) NOMBRE TOTAL DE JOURS DE MALADIE, D'HEURES DE TRAVAIL SUPPLÉMENTAIRES, ET DE JOURS DE VACANCES ET NOMBRE DE PLAINTES POUR HARCÈLEMENT PSYCHOLOGIQUE.**

	NOMBRE TOTAL DE JOURS DE VACANCES PRIS PAR LE PERSONNEL (JRS)			NOMBRE TOTAL DE JOURS DE MALADIE PRIS PAR LE PERSONNEL (JRS)			NOMBRE D'HEURES DE TRAVAIL SUPPLÉMENTAIRES RÉALISÉES					
	CADRES	PROF	FONC	CADRES	PROF	FONC	PAYÉES HRES		COMPENSÉES HRES		TOTAL HRES	
							PROF	FONC	PROF	FONC	PROF	FONC
AVRIL		1,0	1,0		2,5	1,5			14,75		14,75	
MAI		0,5			1,0	0,5			13,75	22,00	13,75	22,00
JUIN	1,0	2,0			0,5	1,0			35,00	9,75	35,00	9,75
JUILLET	1,0	25,0	10,0		2,0							-
AOÛT	10,0	41,0	6,5		1,0	3,0			4,00		4,00	-
SEPTEMBRE		3,0	0,5		2,5	0,5			18,50	3,00	18,50	3,00
OCTOBRE	12,0				1,5	0,5			45,75	5,50	45,75	5,50
NOVEMBRE					5,0	2,5			21,00	5,00	21,00	5,00
DÉCEMBRE	3,0	8,0	3,0		1,5	1,5			29,25		29,25	-
JANVIER		12,0	3,0		2,5	2,0			15,25	4,00	15,25	4,00
FÉVRIER			1,0		3,5	1,0			4,75	2,50	4,75	2,50
MARS		5,0	1,0		2,5	3,5			14,00	3,25	14,00	3,25
<b>TOTAL</b>	<b>27,0</b>	<b>97,5</b>	<b>26,0</b>	<b>-</b>	<b>26,0</b>	<b>17,5</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>216,00</b>	<b>55,00</b>	<b>216,00</b>	<b>55,00</b>

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF  
SECRETARIAT A LA REFORME DES INSTITUTIONS DEMOCRATIQUES ET A L'ACCES A L'INFORMATION**

**ETUDE DES CREDITS 2005-2006  
RENSEIGNEMENTS GENERAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**16. CONCERNANT LES EFFECTIFS DE CHACUN DES MINISTÈRES ET ORGANISMES, ET CE, POUR CHACUN DES EXERCICES BUDGÉTAIRES DEPUIS LE 1<sup>ER</sup> AVRIL 2002.**

**LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.**

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF  
SECRETARIAT À LA RÉFORME DES INSTITUTIONS DÉMOCRATIQUES ET À L'ACCÈS À L'INFORMATION**

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006  
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**17. LISTE DES BAUX POUR LES ESPACES LOUÉS DE LA SIQ**

**LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.**

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF  
SECRETARIAT À LA RÉFORME DES INSTITUTIONS DÉMOCRATIQUES ET À L'ACCÈS À L'INFORMATION**

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006  
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**18. LISTE DES BAUX AUXQUELS LA SIQ A MIS FIN EN 2004-2005 ET PRÉVISIONS 2005-2006**

**LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.**

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF  
SECRETARIAT À LA RÉFORME DES INSTITUTIONS DÉMOCRATIQUES ET À L'ACCÈS À L'INFORMATION

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006  
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

19. MISE À PART LA SIQ, LA LISTE DES FIRMES EN 2004-2005 DE QUI SONT LOUÉS DES ESPACES.

AUCUN.

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF  
SECRETARIAT À LA RÉFORME DES INSTITUTIONS DÉMOCRATIQUES ET À L'ACCÈS À L'INFORMATION**

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006  
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**20. COÛTS DE DÉMÉNAGEMENT, D'AMÉNAGEMENT ET TRAVAUX EFFECTUÉS DANS LES CABINETS MINISTÉRIELS ET DANS LEUR BUREAU DE  
CIRCONSCRIPTION DU 1ER AVRIL 2004 JUSQU'À CE JOUR**

**LES RENSEIGNEMENTS RELATIFS AU CABINET SONT AU CAHIER EXPLICATIF DU MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF.**

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF  
SECRETARIAT À LA RÉFORME DES INSTITUTIONS DÉMOCRATIQUES À L'ACCÈS À L'INFORMATION**

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006  
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**21. LISTE DU PERSONNEL DE CABINET DE CHAQUE MEMBRE DU CONSEIL DES MINISTRES AU 1<sup>er</sup> AVRIL 2005.**

<b>MEMBRES DU PERSONNEL (ORDRE ALPHABÉTIQUE)</b>	<b>TITRE DE LA FONCTION</b>	<b>PORT D'ATTACHE</b>
	<p><b>LES RENSEIGNEMENTS RELATIFS AU CABINET SONT AU CAHIER EXPLICATIF DU SECRETARIAT AUX AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES CANADIENNES.</b></p>	

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF  
SECRETARIAT À LA RÉFORME DES INSTITUTIONS DÉMOCRATIQUES ET À L'ACCÈS À L'INFORMATION

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006  
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

22. LISTE DES SOMMES D'ARGENT VERSÉES EN 2004-2005 À MÊME LE BUDGET DISCRÉTIONNAIRE.

NOM DE L'ORGANISME OU DE LA PERSONNE	MONTANT ACCORDÉ PAR LE MINISTRE \$
AUCUN.	

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF  
SECRÉTARIAT À LA RÉFORME DES INSTITUTIONS DÉMOCRATIQUES À L'ACCÈS À L'INFORMATION**

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006  
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**23. LA VENTILATION DÉTAILLÉE DES BUDGETS DE DÉPENSES AFFÉRENTES AUX TRANSFERTS OBTENUS DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL (PRÉCISER LE MONTANT REÇU) EN 2003-2004 ET 2004-2005; POUR CHACUN DES PROGRAMME OU DES FONDS, DESCRIPTION SOMMAIRE DU MODE DE SUBVENTION ET LES PRÉVISIONS POUR LES EXERCICES FINANCIERS 2005-2006, 2006-2007 ET 2007-2008.**

**AUCUN TRANSFERT DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL.**

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF  
SECRETARIAT À LA RÉFORME DES INSTITUTIONS DÉMOCRATIQUES À L'ACCÈS À L'INFORMATION**

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006  
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**24. LISTE DU PERSONNEL EN DISPONIBILITÉ PAR CATÉGORIES D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES).**

**LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.**

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF  
SECRETARIAT À LA RÉFORME DES INSTITUTIONS DÉMOCRATIQUES À L'ACCÈS À L'INFORMATION**

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006  
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**25. POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME, LE NOMBRE D'OCCASIONNELS MIS À PIED PAR CATÉGORIE D'ÂGE EN 2004-2005**

**CETTE QUESTION NE SEMBLE PAS PERTINENTE À L'EXERCICE DE L'ÉTUDES DES CRÉDITS.**

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF  
SECRETARIAT À LA RÉFORME DES INSTITUTIONS DÉMOCRATIQUES À L'ACCÈS À L'INFORMATION

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006  
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

26. MÉTHODOLOGIE EMPLOYÉE POUR EFFECTUER LA PLANIFICATION DES DÉPARTS À LA RETRAITE, DES EMBAUCHES ET DU RENOUVELLEMENT DES CONTRATS D'EMPLOYÉS OCCASIONNELS.

CETTE QUESTION NE SEMBLE PAS PERTINENTE  
À L'EXERCICE DE L'ÉTUDE DES CRÉDITS.

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF  
SECRETARIAT À LA RÉFORME DES INSTITUTIONS DÉMOCRATIQUES À L'ACCÈS À L'INFORMATION

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006  
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

27. LISTE DU PERSONNEL HORS STRUCTURE PAR CATÉGORIES D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC...) RÉMUNÉRÉ PAR LE MINISTÈRE QUI  
N'OCCUPE AUCUN POSTE DANS CE MINISTÈRE

AUCUN.

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF  
SECRETARIAT À LA RÉFORME DES INSTITUTIONS DÉMOCRATIQUES À L'ACCÈS À L'INFORMATION**

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006  
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**28. LISTE DU PERSONNEL RÉMUNÉRÉ PAR LE MINISTÈRE ET AFFECTÉ À DES ORGANISMES PARAPUBLICS NON GOUVERNEMENTAUX ET AUTRES : ASSIGNATION INITIALE, ASSIGNATION ACTUELLE, SALAIRE, DATE DE LA FIN DE L'ASSIGNATION, S'IL Y A LIEU**

**AUCUN.**

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF  
SECRETARIAT À LA RÉFORME DES INSTITUTIONS DÉMOCRATIQUES À L'ACCÈS À L'INFORMATION

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006  
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

29. LISTE DU PERSONNEL RÉMUNÉRÉ PAR DES ORGANISMES PARAPUBLICS NON GOUVERNEMENTAUX ET AUTRES : ASSIGNATION INITIALE, ASSIGNATION ACTUELLE, SALAIRE, DATE DE LA FIN DE L'ASSIGNATION, S'IL Y A LIEU

AUCUN.

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF  
SECRETARIAT À LA RÉFORME DES INSTITUTIONS DÉMOCRATIQUES À L'ACCÈS À L'INFORMATION**

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006  
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**30. LISTE DU PERSONNEL PAR CATÉGORIES D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES) QUI REÇOIT UNE DOUBLE RÉMUNÉRATION, SOIT CELLE RATTACHÉE À LEUR FONCTION ET UN REVENU D'UN RÉGIME DE RETRAITE DU SECTEUR PUBLIC, PARAPUBLIC OU DES RÉSEAUX DE LA SANTÉ ET DE L'ÉDUCATION, SOIT LES COMMISSIONS SCOLAIRES, LES CÉGEPS, LES ÉTABLISSEMENTS UNIVERSITAIRES, LES RÉGIES RÉGIONALES DE LA SANTÉ ET LES ÉTABLISSEMENTS HOSPITALIERS, EN INDIQUANT : LE SALAIRE DE LA PERSONNE ET LE MONTANT REÇU DU RÉGIME DE RETRAITE**

**AUCUN.**

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF  
SECRETARIAT À LA RÉFORME DES INSTITUTIONS DÉMOCRATIQUES À L'ACCÈS À L'INFORMATION

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006  
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

31. POUR CHACUN DES MINISTÈRES OU ORGANISMES PUBLICS ET PARAPUBLICS, LA LISTE DÉTAILLÉE DU MATÉRIEL INFORMATIQUE  
(ANNÉE D'ACQUISITION, MODÈLE ET LA SOMME DÉPENSÉE)

ÉQUIPEMENTS	NOMBRES
<b>Ordinateurs :</b>	
Pentium	--
Pentium II	--
Pentium III	7
Pentium IV	17
<b>Total :</b>	<b>24</b>
<b>Imprimantes :</b>	
Laser	6
Autres	--
<b>Total :</b>	<b>6</b>

Note : pour l'ensemble du personnel du SRIDAI

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF  
 SECRETARIAT À LA RÉFORME DES INSTITUTIONS DÉMOCRATIQUES À L'ACCÈS À L'INFORMATION**

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006  
 RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**32. LISTE DE TOUS LES ABONNEMENTS DES MINISTÈRES ET ORGANISMES PUBLICS AINSI QUE LE COÛT DE CHACUN : SERVICES INTERNET D'INFORMATION  
 LIVRES, JOURNAUX, MAGAZINES, BULLETINS ÉLECTRONIQUES ET/OU PAPIERS, CLUBS PRIVÉS OU AUTRES, BILLETS DE SAISON ETC.**

DÉPENSES	COÛTS \$
Achats de livres, abonnements pour les besoins de la Direction de soutien à l'accès en information et protection des renseignements personnels (DSAIPRP)	
<b>Éditions Yvon Blais</b>	
▲ Doray, Raymond & François Charrerte, Accès à l'information : Loi annotée, jurisprudence, analyse et commentaires : 9 mises à jour Coût : 1 514,65 \$	
▲ Tremblay, Richard, L'essentiel de l'interprétation des lois, 2004, 132 p. Coût : 37,90 \$	
<b>Les Publications du Québec</b>	
▲ Lois sanctionnées en français Coût : 165,00 \$	
▲ Code des professions Coût : 11,19 \$	
<b>Les Publications CCH Ltée</b>	
▲ Dupiessis, Yvon et Héту, Jean, Accès à l'information et la protection des renseignements personnels, mise à jour Coût : 202,00 \$	
<b>SOQUIJ</b>	
▲ Accès à l'information Express (A.I.E.), Décisions de la Commission d'accès à l'information (CAI), abonnement annuel Coût : 121,48 \$	
	<b>2 052,22 \$</b>

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF  
SECRÉTARIAT À LA RÉFORME DES INSTITUTIONS DÉMOCRATIQUES À L'ACCÈS À L'INFORMATION

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006  
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE  
33. POUR CHAQUE SITE INTERNET (INCLUANT CEUX DES ÉVÉNEMENTS PONCTUELS), ET CE, DEPUIS L'EXISTENCE DU SITE

DÉPENSES	COÛTS \$
Hébergement du site dédié à l'accès à l'information et à la protection des renseignements personnels (facture DGTIC du Secrétariat du conseil du trésor).	795,48

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF  
SECRETARIAT À LA RÉFORME DES INSTITUTIONS DÉMOCRATIQUES À L'ACCÈS À L'INFORMATION

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006  
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

34. DÉPENSES EFFECTUÉES EN 2004-2005 PAR CHAQUE MINISTÈRE OU ORGANISME DANS LES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION : TÉLÉPHONIE, MATÉRIEL INFORMATIQUE, LOGICIELS, PROGRAMMATION, FORMATION

DÉPENSES	COÛTS \$
Cartes pour ordinateurs et souris (portable du directeur)	271,52 \$

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF  
SECRÉTARIAT À LA RÉFORME DES INSTITUTIONS DÉMOCRATIQUES À L'ACCÈS À L'INFORMATION**

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006  
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**35. POUR CHACUN DES MINISTÈRES ET ORGANISMES PUBLICS ET PARAPUBLICS, ÉTAT D'AVANCEMENT DES TRAVAUX RELATIFS À L'ÉQUITÉ SALARIALE**

**LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE CONSEIL DU TRÉSOR ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.**

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF  
SECRETARIAT À LA RÉFORME DES INSTITUTIONS DÉMOCRATIQUES À L'ACCÈS À L'INFORMATION

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006  
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

36. UNE LISTE ET UNE COPIE DE TOUS LES CONTRATS OCTROYÉS DANS LE CADRE DU PROCESSUS DE RÉINGÉNIERIE ET DE MODERNISATION DE L'ÉTAT AINSI QUE LE MONTANT DE CHACUN DE CES CONTRATS

AUCUN.

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF  
SECRETARIAT A LA REFORME DES INSTITUTIONS DEMOCRATIQUES A L'ACCES A L'INFORMATION

ETUDE DES CREDITS 2005-2006  
RENSEIGNEMENTS GENERAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

37. LISTE ET COPIE DES SONDAGES COMMANDÉS DANS LE CADRE DU PROCESSUS DE RÉINGÉNIÉRIE DE L'ÉTAT AINSI QUE LE MONTANT DE CHACUN DE CES CONTRATS

AUCUN.

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF**  
**SECRETARIAT À LA RÉFORME DES INSTITUTIONS DÉMOCRATIQUES À L'ACCÈS À L'INFORMATION**

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006**  
**RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**38. TOUTES LES ÉTUDES COMMANDÉES EN 2004-2005 SUR LA PRIVATISATION OU L'IMPARTITION DE SERVICES GOUVERNEMENTAUX DÉJÀ OFFERTS OU DE NOUVEAUX SERVICES PUBLICS, LES CONTRATS LIÉS À CES ÉTUDES, LES MANDATS DÉTAILLÉS, L'ÉCHÉANCE PRÉVUE ET LES MONTANTS IMPLIQUÉS**

**AUCUN.**

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF  
SECRETARIAT À LA RÉFORME DES INSTITUTIONS DÉMOCRATIQUES À L'ACCÈS À L'INFORMATION

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006  
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

39. LES SOLUTIONS PROPOSÉES PAR CHAQUE MINISTÈRE OU ORGANISME DANS LE CADRE DES TRAVAUX PORTANT SUR LA RÉINGÉNIERIE DE L'ÉTAT À LA DEMANDE DU CONSEIL EXÉCUTIF, DU CONSEIL DU TRÉSOR OU DES COMITÉS FORMÉS PAR LE GOUVERNEMENT

CETTE QUESTION NE SEMBLE PAS PERTINENTE À L'EXERCICE DE L'ÉTUDE DES CRÉDITS.

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF  
SECRETARIAT À LA RÉFORME DES INSTITUTIONS DÉMOCRATIQUES À L'ACCÈS À L'INFORMATION**

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006  
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**40. POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME, LE CAS ÉCHÉANT, LE NOMBRE DE RÉUNIONS DES COMITÉS MINISTÉRIELS SUR L'ORGANISATION DU TRAVAIL**

**CETTE QUESTION NE SEMBLE PAS PERTINENTE À L'EXERCICE DE L'ÉTUDE DES CRÉDITS.**

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF  
SECRETARIAT À LA RÉFORME DES INSTITUTIONS DÉMOCRATIQUES À L'ACCÈS À L'INFORMATION**

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006  
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**41. POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME, LES BUDGETS CONSACRÉS À LA SÉCURITÉ DES MINISTÈRES, ORGANISMES AINSI QU'À LEURS INSTALLATIONS (INTERNE OU PAR CONTRAT À L'EXTERNE) EN 2004-2005 ET CEUX PRÉVUS POUR 2005-2006**

**LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA FOURNIE DANS LE CAHIER EXPLICATIF DU MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF.**

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF  
SECRETARIAT À LA RÉFORME DES INSTITUTIONS DÉMOCRATIQUES À L'ACCÈS À L'INFORMATION

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006  
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

**42. TOUTE MODIFICATION À UNE DIRECTIVE EXISTANTE OU TOUTE NOUVELLE DIRECTIVE S'APPLIQUANT À TOUS LES MINISTÈRES OU ORGANISMES, OU PARTICULIÈRE À CERTAINS MINISTÈRES OU ORGANISMES, À L'ÉGARD DE LA CIRCULATION ET LA CONFIDENTIALITÉ DE L'INFORMATION AINSI QUE TOUTES LES SOMMES INVESTIES DANS L'APPLICATION DE CES MESURES PAR CHACUN DES MINISTÈRES ET ORGANISMES INCLUANT LE MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE**

- ▲ Aucune directive.
- ▲ Outils de gestion :
  - Proposition d'éléments à inclure dans le rapport annuel de gestion
  - Renseignements généraux concernant l'accès à l'information et la protection des renseignements personnels.

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF**  
**SECRETARIAT À LA RÉFORME DES INSTITUTIONS DÉMOCRATIQUES À L'ACCÈS À L'INFORMATION**

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006**  
**RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**43. POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME, LE NOMBRE ET LA NATURE DES GRIEFS FORMULÉS À L'ÉGARD DES POLITIQUES MINISTÉRIELLES VISANT À ASSURER LA CONFIDENTIALITÉ DES INFORMATIONS AINSI QUE LE NOMBRE DE SANCTIONS IMPOSÉES AUX EMPLOYÉS ET AUX CADRES À L'ÉGARD DE CES MÊMES POLITIQUES**

**CETTE QUESTION NE SEMBLE PAS PERTINENTE À L'EXERCICE DE L'ÉTUDE DES CRÉDITS.**

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF  
SECRETARIAT À LA RÉFORME DES INSTITUTIONS DÉMOCRATIQUES À L'ACCÈS À L'INFORMATION

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006  
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

44. NOMINATIONS, DEPUIS LE 1ER MAI 2004, DE MANDATAIRES, ÉMISSAIRES, NÉGOCIATEURS, MÉDIATEURS : LISTE, MANDATS, CONTRATS, RÉSULTATS DU TRAVAIL, EFFECTUÉ, ÉCHÉANCES PRÉVUES, SOMMES IMPLIQUÉES

AUCUNE.

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF  
SECRETARIAT À LA RÉFORME DES INSTITUTIONS DÉMOCRATIQUES À L'ACCÈS À L'INFORMATION**

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006  
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**45. POUR 2004-2005, LES DÉPENSES EFFECTUÉES PAR MINISTÈRE POUR LES TOURNÉES MINISTÉRIELLES ET SOUS-MINISTÉRIELLES DANS LES RÉGIONS DU QUÉBEC,  
EN VENTILANT POUR CHACUNE DES RÉGIONS.**

**AUCUNE.**

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF  
SECRETARIAT À LA RÉFORME DES INSTITUTIONS DÉMOCRATIQUES À L'ACCÈS À L'INFORMATION**

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006  
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**46. POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME, LES MONTANTS DÉBOURSÉS EN 2004-2005 AINSI QUE LES PRÉVISIONS POUR 2005-2006 POUR LES ÉTUDES, AVIS OU ACHAT DE MATÉRIEL (LOGICIELS OU ÉQUIPEMENTS) POUR LA MISE EN PLACE DU GOUVERNEMENT EN LIGNE, LES CONTRATS OCTROYÉS, LES ÉCHÉANCES PRÉVUES.**

**AUCUN COMMENTAIRE.**

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF  
SECRETARIAT À LA RÉFORME DES INSTITUTIONS DÉMOCRATIQUES À L'ACCÈS À L'INFORMATION**

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006  
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**47. LA LISTE ET UNE COPIE DE TOUS LES AVIS DEMANDÉS AU COMMISSAIRE AU LOBBYING PAR UN MINISTÈRE, UN ORGANISME OU UN CABINET MINISTÉRIEL.**

**CETTE QUESTION NE SEMBLE PAS PERTINENTE POUR L'EXERCICE DE L'ÉTUDE DES CRÉDITS.**

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF  
SECRETARIAT À LA RÉFORME DES INSTITUTIONS DÉMOCRATIQUES À L'ACCÈS À L'INFORMATION**

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006  
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**48. LA LISTE ET UNE COPIE DE TOUS LES AVIS DEMANDÉS À LA COMMISSION D'ACCÈS À L'INFORMATION PAR UN MINISTÈRE, ORGANISME OU UN CABINET MINISTÉRIEL**

**CETTE QUESTION NE SEMBLE PAS PERTINENTE À L'EXERCICE DE L'ÉTUDE DES CRÉDITS.**

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF**  
**SECRETARIAT À LA RÉFORME DES INSTITUTIONS DÉMOCRATIQUES À L'ACCÈS À L'INFORMATION**

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006**  
**RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**49. NOMBRE DE DEMANDES D'ACCÈS À L'INFORMATION PAR MINISTÈRE ET ORGANISME POUR 2004-2005**

**CETTE QUESTION NE SEMBLE PAS PERTINENTE À L'EXERCICE DE L'ÉTUDE DES CRÉDITS.**

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF**  
**SECRETARIAT À LA RÉFORME DES INSTITUTIONS DÉMOCRATIQUES À L'ACCÈS À L'INFORMATION**

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006**  
**RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**50. LA LISTE DE TOUS LES MANDATS CONFIÉS À CHAQUE ADJOINT PARLEMENTAIRE DES MEMBRES DU CONSEIL DES MINISTRES**

**LA RÉPONSE À CETTE QUESTION EST INCLUSE À LA QUESTION 21.**

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF  
SECRETARIAT À LA RÉFORME DES INSTITUTIONS DÉMOCRATIQUES À L'ACCÈS À L'INFORMATION**

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006  
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**51. POUR CHACUN DES MINISTÈRES ET DES ORGANISMES, LE NOMBRE D'ETC AUTORISÉ ET NON COMBLÉ DEPUIS FÉVRIER 2005**

**CETTE QUESTION NE SEMBLE PAS PERTINENTE À L'EXERCICE DE L'ÉTUDE DES CRÉDITS.**

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF  
SECRETARIAT À LA RÉFORME DES INSTITUTIONS DÉMOCRATIQUES À L'ACCÈS À L'INFORMATION**

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006  
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**52. POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME, LE MONTANT DES CIBLES DE COMPRESSIONS FIXÉES PAR LE CONSEIL DU TRÉSOR POUR FERMER L'ANNÉE 2004-2005 ET MESURES PRISES PAR CHACUN D'ENTRE EUX POUR ATTEINDRE CES CIBLES**

**LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA FOURNIE DANS LE CAHIER EXPLICATIF DU CONSEIL DU TRÉSOR.**

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF  
SECRETARIAT À LA RÉFORME DES INSTITUTIONS DÉMOCRATIQUES À L'ACCÈS À L'INFORMATION**

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006  
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**53. POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISMES, LE MONTANT DES CIBLES DE COMPRESSIONS FIXÉES PAR LE CONSEIL DU TRÉSOR POUR FERMER L'ANNÉE 2005-2006 ET MESURES PRISES PAR CHACUN D'ENTRE EUX POUR ATTEINDRE CES CIBLES**

**LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA FOURNIE DANS LE CAHIER EXPLICATIF DU CONSEIL DU TRÉSOR.**

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF**  
**SECRETARIAT À LA RÉFORME DES INSTITUTIONS DÉMOCRATIQUES À L'ACCÈS À L'INFORMATION**

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006**  
**RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**54. LA LISTE DES NOMINATIONS EFFECTUÉES PAR CHAQUE MEMBRE DU CONSEIL DES MINISTRES AU SEIN D'ORGANISMES, DE COMITÉS OU AUTRES DONT UNE INDEMNITÉ (SALAIRE, JETONS DE PRÉSENCE, ETC.) EST PAYÉE PAR LE MINISTÈRE, INCLUANT LE NOMBRE DE FEMMES NOMMÉES**

**CETTE QUESTION NE SEMBLE PAS PERTINENTE À L'EXERCICE DE L'ÉTUDE DES CRÉDITS.**

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF  
SECRETARIAT À LA RÉFORME DES INSTITUTIONS DÉMOCRATIQUES À L'ACCÈS À L'INFORMATION

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006  
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

55. LA LISTE AINSI QUE LES MONTANTS VERSÉS À CHACUN DES TRAITEURS AYANT FAIT AFFAIRE AVEC CHAQUE MINISTÈRE (INCLUANT LES CABINETS MINISTÉRIELS) ET ORGANISME EN 2004-2005

▲ Réunions des responsables du Réseau de l'accès à l'information et de la protection des renseignements personnels :

• Hôtel Loews Le Concorde :	794,65
• Hôtel Clarendon :	511,92
• Hôtel Delta :	1 047,94
• Hôtel Loews Le Concorde :	750,38

▲ Réunions ministérielles :

• Le Carnet boutique – Montréal	155,60
• Le Carnet boutique – Montréal	47,80

TOTAL : 3 308,29 \$

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF  
SECRETARIAT À LA RÉFORME DES INSTITUTIONS DÉMOCRATIQUES À L'ACCÈS À L'INFORMATION**

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006  
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**56. COPIE DES PARTIES ACCESSIBLES AU PUBLIC DE TOUS LES MÉMOIRES AU CONSEIL DES MINISTRES QUI ONT UNE INCIDENCE SUR LES CRÉDITS BUDGÉTAIRES**

**CETTE QUESTION N'EST PAS PERTINENTE À L'EXERCICE DE L'ÉTUDE DES CRÉDITS.**

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006**  
**SECRETARIAT À LA RÉFORME DES INSTITUTIONS DÉMOCRATIQUES ET À L'ACCÈS À L'INFORMATION**  
**PROGRAMME : 06 ÉLÉMENT : 03 RÉFORME DES INSTITUTIONS DÉMOCRATIQUES**

**SECTION II : RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS QUESTIONS 1 À 35**

**MINISTRE RESPONSABLE DES AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES CANADIENNES, DE LA FRANCOPHONIE CANADIENNE, DE L'ACCORD SUR LE COMMERCE INTÉRIEUR, DE LA RÉFORME DES INSTITUTIONS DÉMOCRATIQUES ET DE L'ACCÈS À L'INFORMATION**

1. Pour toutes les sociétés (OSBL) créées par le ministère ou par un des employés du ministère ou d'une des sociétés relevant du ministère dans les deux dernières années :
  - a. Date et contexte de création
  - b. Objectifs poursuivis
  - c. Nombre d'employés et/ou d'administrateurs incluant leur nom, titre, salaire incluant le cas échéant les comptes de dépenses, frais de déplacement, frais de voyage, frais de repas et frais de représentation ainsi que leur cv
  - d. Indiquer, le cas échéant, la date du début du contrat, de la nomination ou autre et de la fin
  - e. Indiquer le budget dévolu
2. Copie des études, scénarios et/ou analyses réalisés depuis le 1<sup>er</sup> mai 2003 concernant la régionalisation, la déconcentration des effectifs et programmes du ministère et/ou des organismes relevant de celui-ci
3. Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2004-2005, dont a fait partie le ministère et/ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget et les résultats
4. Pour chacun des organismes, agences ou autres relevant du ministère pour l'année 2004-2005 indiquer :
  - a. La liste des employés et/ou membres du conseil d'administration
  - b. La liste des personnes qui ont vu leur mandat renouvelé en indiquant leur nom, leur titre et les dates du début et de la fin de leur mandat incluant leur rémunération
  - c. La liste des personnes qui ont été nommées en indiquant leur nom, leur titre, et la date du début et de la fin de leur mandat incluant leur rémunération et leur cv
  - d. Leur frais de déplacement, frais de voyage, frais de repas et frais de représentation
5. Pour l'année 2004-2005, le nombre d'employés à statut occasionnel dont le contrat est arrivé à échéance et n'a pas été renouvelé, par secteurs d'activité
6. Pour l'année 2004-2005, le nombre d'employés à statut occasionnel qui ont été congédiés, par secteurs d'activité
7. Nombre et pourcentage d'employés occasionnels au ministère en 2004-2005 et comparaison avec les quatre années précédentes
8. Nombre et pourcentage d'employés occasionnels devenus permanents pour 2003-2004 et 2004-2005
9. Prévisions budgétaires pour l'année en cours et ventilation détaillée des compressions demandées par le Conseil du trésor pour le ministère et pour tous les organismes sous sa juridiction pour l'année 2004-2005
10. Pour tout organisme relevant du ministère, concernant le bureau de la présidence :
  - a. Nombre de rencontres, repas ou de réunions et les frais afférents
  - b. Liste des personnes à rencontrer en précisant le but de la rencontre
  - c. Frais de déplacement, frais de voyage, frais de repas et frais de représentation
  - d. Liste des participations à des colloques, des congrès et la liste des participants, incluant les coûts afférents
11. Liste et copie de tous les sondages commandés en 2004-2005, en incluant les coûts
12. Frais de traduction et liste des documents traduits incluant la liste des contrats et le nom des firmes sélectionnées, de même que les coûts
13. Liste de l'ensemble des ententes, et leur nature, signées depuis le 1<sup>er</sup> avril 2004 entre le Québec et le gouvernement fédéral et/ou d'autres provinces canadiennes
14. Bilan détaillé des ententes fédérales-provinciales (projets subventionnés, contribution respective d'Ottawa et de Québec pour chaque projet) pour l'exercice financier 2003-2004 et 2004-2005
15. Liste des rencontres ou conférences intergouvernementales canadiennes auxquelles le Secrétaire ou les représentants du gouvernement du Québec ont participé durant l'année 2004-2005 (dates, lieux, sujets, résultats et noms des participants)
16. Liste des rencontres, conférences interprovinciales canadiennes ou rencontres avec un homologue d'une autre province canadienne ou du gouvernement fédéral auxquelles les ministres québécois ont participé, en indiquant la date et le sujet
17. Nombre de plaintes déposées au Procureur général du Québec dans le cadre de l'Accord sur le commerce intérieur et raison précise de la plainte
18. Dans le cadre du programme de financement de partenariat, le bilan comparatif des sommes versées à la francophonie canadienne à l'extérieur du Québec et au Québec pour 2004-2005 et prévisions pour 2005-2006
19. Dans le cadre du programme de financement de partenariat, nombre de demandes reçues, montant total de l'aide demandée, nombre de subventions accordées ainsi que le montant total des subventions versées
20. Bilan du Programme de soutien financier aux partenariats et au développement des communautés. Nombre de projets acceptés en 2004-2005

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006**  
**SECRETARIAT À LA RÉFORME DES INSTITUTIONS DÉMOCRATIQUES ET À L'ACCÈS À L'INFORMATION**  
**PROGRAMME : 06 ÉLÉMENT : 03 RÉFORME DES INSTITUTIONS DÉMOCRATIQUES**

**SECTION II : RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS (QUESTIONS 1 À 35)**

- |  |
|--|
| 21. Comparaison des budgets 2003-2004 et 2004-2005 au soutien pour la Francophonie canadienne et prévisions pour 2005-2006   |
| 22. Bilan du programme de coopération intergouvernementale avec liste et copie des ententes signées en 2004-2005   |
| 23. Crédits affectés au Conseil de la fédération et au Secrétariat en 2004-2005 et prévisions pour 2005-2006   |
| 24. Nom du candidat nommé par le gouvernement du Québec pour siéger au comité sur le déséquilibre fiscal du Conseil de la fédération   |
| <b>COMMISSION D'ACCÈS À L'INFORMATION</b>  |
| 25. Crédits affectés au Conseil des premiers ministres pour sensibiliser les Canadiens à la santé en 2004-2005 et prévisions pour 2005-2006  |
| 26. Statistiques relatives à la Commission d'accès à l'information pour 2002-2003, 2003-2004 et 2004-2005 : <ul style="list-style-type: none"><li>• Le nombre de demandes reçues et réglées</li><li>• Le nombre de causes portées en appel et verdicts</li><li>• Le délai de traitement des demandes</li><li>• Le nombre d'avis demandés à la Commission par ministère et organisme en indiquant l'objet</li></ul>   |
| 27. Liste et copie des avis, opinions, commentaires et/ou recommandations de la Commission aux ministères, organismes et suivi accordé   |
| 28. Montants attribués à la location des locaux pour les auditions tenues en dehors des bureaux de la Commission   |
| <b>SECRETARIAT À LA RÉFORME DES INSTITUTIONS DÉMOCRATIQUES<br/>ET À L'ACCÈS À L'INFORMATION</b>  |
| 29. Organigramme du Secrétariat en précisant les titres et le nom des personnes en faisant partie  |
| 30. Copie de la partie accessible au public des mémoires produits par le Secrétariat ou à propos desquels le secrétariat a émis des commentaires, avis ou recommandations, préciser la nature de ces commentaires, avis ou recommandations   |
| 31. Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2004-2005, dont a fait partie le Secrétariat avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget et les résultats  |
| 32. Indiquer, pour le Secrétariat : <ul style="list-style-type: none"><li>a. Le nombre de rencontres, repas ou de réunions et les frais afférents</li><li>b. Liste des personnes à rencontrer en précisant le but de la rencontre</li><li>c. Les frais de déplacement, frais de voyage, frais de repas et frais de représentation</li><li>d. La liste des participants à des colloques, des congrès et la liste des participants, incluant les coûts afférents</li></ul> |
| 33. Budget prévu par le Secrétariat pour les consultations sur l'avant-projet de loi remplaçant la <i>Loi électorale</i>   |
| 34. Mandats qui ont été confiés au Directeur général des élections   |
| 35. Copie à jour de la liste de classement de tous les documents disponibles au Secrétariat tel que prescrit par la <i>Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels</i>   |

---

SECTION II  
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
QUESTIONS 1 À 35

---

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF  
SECRETARIAT À LA RÉFORME DES INSTITUTIONS DÉMOCRATIQUES ET À L'ACCÈS À L'INFORMATION**

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006  
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**QUESTIONS 1 À 12 ET 14 À 28 NE S'APPLIQUENT PAS AU SECRETARIAT.**

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF  
SECRETARIAT À LA RÉFORME DES INSTITUTIONS DÉMOCRATIQUES ET À L'ACCÈS À L'INFORMATION**

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006  
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**13. LISTE DE L'ENSEMBLE DES ENTENTES, ET LEUR NATURE, SIGNÉES DEPUIS LE 1<sup>er</sup> AVRIL 2004 ENTRE LE QUÉBEC ET LE GOUVERNEMENT FÉDÉRAL ET/OU D'AUTRES PROVINCES CANADIENNES**

**AUCUNE.**

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF  
SECRETARIAT À LA RÉFORME DES INSTITUTIONS DÉMOCRATIQUES ET À L'ACCÈS À L'INFORMATION**

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006  
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**29. ORGANIGRAMME DU SECRETARIAT EN PRÉCISANT LES TITRES ET LE NOM DES PERSONNES EN FAISANT PARTIE.**

**LA RÉPONSE À CETTE QUESTION EST INCLUSE À LA QUESTION 2 DES RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX.**

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF  
SECRETARIAT À LA RÉFORME DES INSTITUTIONS DÉMOCRATIQUES ET À L'ACCÈS À L'INFORMATION**

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006  
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**30. COPIE DE LA PARTIE ACCESSIBLE AU PUBLIC DES MÉMOIRES PRODUITS PAR LE SECRETARIAT OU À PROPOS DESQUELS LE SECRETARIAT A ÉMIS DES COMMENTAIRES, AVIS OU RECOMMANDATIONS, PRÉCISER LA NATURE DE CES COMMENTAIRES, AVIS OU RECOMMANDATIONS**

**CETTE QUESTION NE SEMBLE PAS PERTINENTE À L'EXERCICE DE L'ÉTUDE DES CRÉDITS**

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF  
 SECRÉTARIAT À LA RÉFORME DES INSTITUTIONS DÉMOCRATIQUES ET À L'ACCÈS À L'INFORMATION**

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006  
 RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**31. LISTE DE TOUS LES COMITÉS INTERMINISTÉRIELS FORMÉS OU DÉJÀ FORMÉS EN 2004-2005, DONT A FAIT PARTIE LE SECRÉTARIAT AVEC D'AUTRES MINISTÈRES, ORGANISMES, AGENCES OU PARTENAIRES. POUR CHAQUE COMITÉ, PRÉCISER LE MANDAT, LES MEMBRES, LE BUDGET ET LES RÉSULTATS**

<b>GROUPE DE TRAVAIL</b>	<b>OBJECTIF</b>	<b>COORDONNATEUR</b>	<b>PARTICIPANTS</b>	<b>APPORT DE LA DSAIPRP</b>
Architecture de protection des renseignements personnels et de la sécurité, Inforoute Santé Canada	Mise en place des composantes de base des solutions interopérables en matière de dossier de santé électronique national. Élaboration des besoins en matière de PRP et sécurité pour le dossier santé électronique interopérable.	Inforoute Santé Canada (les membres d'Inforoute sont les sous-ministres de la Santé des gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux).	Ministères de la santé des dix provinces et des territoires, Commissariat à la protection de la vie privée du Canada, Forces armées canadienne, Association médicale canadienne, Association des pharmaciens du Canada, Association des infirmières et infirmiers du Canada, Association dentaire canadienne, DSAIPRP (en soutien au MSSS).	Participation Soutien sur les aspects de sécurité et protection des renseignements personnels en regard des lois québécoises.
Comité de conservation permanente des documents (relevant du comité sur l'implantation du cadre de référence gouvernemental en gestion intégrée des documents (CRGGID))	Adapter, en conformité avec la Loi concernant le cadre juridique des technologies de l'information, la Loi sur les archives et la Loi sur la Bibliothèque nationale du Québec, la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels et en respect de toute autre législation courante, l'encadrement légal et administratif des institutions responsables concernant la conservation intégrée des documents des organismes publics.	Archives nationales	Bibliothèque nationale, Secrétariat du Conseil du trésor, Hydro-Québec, DSAIPRP	Participation Soutien sur les aspects de sécurité et protection des renseignements personnels en regard des lois québécoises.
Sous-comité technologique et sécurité (relevant du comité de conservation permanente des documents)	Établir les caractéristiques et les fonctionnalités technologiques requises afin d'assurer une conservation adéquate et la sécurité des documents technologiques, en fonction des normes internationales et du contexte légal et réglementaire québécois, en tenant compte du cycle de vie du document.	DSAIPRP	Archives nationales, Bibliothèque nationale, Revenu Québec, Sûreté du Québec, Secrétariat du Conseil du trésor	Assurer la coordination du sous-comité en vertu de l'expertise particulière du représentant de la direction.
Sous-comité archivage WEB (relevant du comité de conservation permanente des documents)	Adresser la question de la conservation des sites Internet.	Secrétariat du Conseil du trésor et Archives nationales	Bibliothèque nationale, Sûreté du Québec, DSAIPRP	Participation Soutien sur les aspects de sécurité et protection des renseignements personnels en regard des lois québécoises.

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF  
 SECRÉTARIAT À LA RÉFORME DES INSTITUTIONS DÉMOCRATIQUES ET À L'ACCÈS À L'INFORMATION**

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006  
 RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**31. LISTE DE TOUS LES COMITÉS INTERMINISTÉRIELS FORMÉS OU DÉJÀ FORMÉS EN 2004-2005, DONT A FAIT PARTIE LE SECRÉTARIAT AVEC D'AUTRES MINISTÈRES, ORGANISMES, AGENCES OU PARTENAIRES. POUR CHAQUE COMITÉ, PRÉCISER LE MANDAT, LES MEMBRES, LE BUDGET ET LES RÉSULTATS**

GROUPE DE TRAVAIL	OBJECTIF	COORDONNATEUR	PARTICIPANTS	APPORT DE LA DSAIPRP
Comité sur le vol d'identité (comité relevant du Comité de coordination des efforts de lutte au crime organisé (CELCO))	Dresser un bilan plus précis de la situation du vol d'identité et élaborer un cadre stratégique afin d'y faire face de façon concertée et efficiente.	Ministère de la sécurité publique	Sûreté du Québec, Gendarmerie Royale du Canada, Service de police de la ville de Montréal, Agence des services frontaliers du Canada, Immigration et communautés culturelles du Québec, Ministère de la justice du Québec, RAMQ, SAAQ, État civil du Québec, office de la protection des consommateurs, Société canadienne des Postes, Équifax, Association des banquiers canadiens, DSAIPRP.	Participation Soutien sur les aspects de sécurité et protection des renseignements personnels en regard des lois québécoises.
Groupe de travail sur le phénomène des pourriels	Dresser un portrait du phénomène des pourriels au Québec et élaborer des actions afin d'y faire face de façon concertée (en autres par des changements législatifs).	Secrétariat aux affaires intergouvernementales canadiennes	Secrétariat du Conseil du trésor, ministère de la justice, Office de la protection des consommateurs, DSAIPRP	Participation Soutien sur les aspects de sécurité et protection des renseignements personnels en regard des lois québécoises.
Groupe de travail sur le modèle d'habilitation et le contrôle d'accès	Doter le gouvernement d'une vision commune de l'habilitation et du contrôle d'accès, soit une façon commune d'attribuer les autorisations de l'usager et contrôler les accès, de concevoir un modèle générique réutilisable par les M/O et de définir un processus clair pour les intervenants qui auront à l'utiliser.	Secrétariat du Conseil du trésor	RAMQ, Revenu Québec, Irosoft, DSAIPRP	Participation Soutien sur les aspects de sécurité et protection des renseignements personnels en regard des lois québécoises.

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF  
 SECRÉTARIAT À LA RÉFORME DES INSTITUTIONS DÉMOCRATIQUES ET À L'ACCÈS À L'INFORMATION**

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006  
 RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**31. LISTE DE TOUS LES COMITÉS INTERMINISTÉRIELS FORMÉS OU DÉJÀ FORMÉS EN 2004-2005, DONT A FAIT PARTIE LE SECRÉTARIAT AVEC D'AUTRES MINISTÈRES, ORGANISMES, AGENCES OU PARTENAIRES. POUR CHAQUE COMITÉ, PRÉCISER LE MANDAT, LES MEMBRES, LE BUDGET ET LES RÉSULTATS**

GROUPE DE TRAVAIL	OBJECTIFS	PORTEUR DU DOSSIER	PARTICIPANTS	APPORT DE LA DSAIPRP
<p><b>Comité d'orientation stratégique sur la sécurité (COSS).</b></p> <p>Sous la responsabilité du sous-ministère à l'infrastructure Gouvernementale et aux ressources informationnelles (SMIGRI) du ministère des services gouvernementaux.</p>	<p>Le COSS assure une fonction de conseil en sécurité de l'information auprès du ministre des Services gouvernementaux, régie selon la Directive sur la sécurité de l'information numérique et des échanges électroniques dans l'Administration gouvernementale.</p> <p>Ce comité vise particulièrement à développer une vision gouvernementale de la sécurité de l'information en établissant un réseau d'échange et de partage d'expertise ainsi que la coordination et l'orientation stratégique des besoins en sécurité de l'information des ministères et organismes.</p>	<p>Direction du soutien au déploiement de l'infrastructure gouvernementale du Ministère des Services gouvernementaux</p>	<p><u>Représentants :</u></p> <p>Archives nationales                  CARRA                  Contrôleur des finances                  CSST                  Hydro-Québec                  Office de protection du consommateur                  RAMQ                  SAAQ                  Secrétariat du conseil du trésor                  Sureté du Québec                  Loto-Québec                  Ministère de la Justice                  Ministère du Revenu                  Ministère de la Sécurité publique                  Ministère de la Culture et des Communications                  Ministère de la Santé et des Services sociaux                  Ministère des Services gouvernementaux                  Ministère du Conseil exécutif (DSAIPRP)</p>	<p>Fonction conseil de niveau gouvernemental en matière d'accès aux documents et de protection des renseignements personnels auprès du Secrétariat du Conseil du trésor et des M/O afin que les règles pertinentes soient intégrées dans l'élaboration des outils, guides, normes et standards, séances de sensibilisation ou dans tout autre document relatif à la sécurité de l'information <sup>1</sup></p> <p>Présentation du Modèle de pratiques de PRP au COSS.</p>
<p><b>Évaluation de l'application de la Directive sur la sécurité de l'information numérique et des échanges électroniques. Examen critique et proposition d'améliorations.</b></p>	<p>Évaluation de l'application de la « Directive sur la sécurité de l'information numérique et des échanges électroniques.</p>	<p>Sous-comité du COSS</p>	<p><u>Représentants :</u></p> <p>Ministère du conseil exécutif (DSAIPRP)                  Contrôleur des finances                  Ministère de la justice                  CARRA</p>	<p>Soutien et conseil en matière d'accès aux documents et de protection des renseignements personnels</p>

<sup>1</sup> Article 10 de la Directive sur la sécurité de l'information numérique et des échanges dans l'Administration gouvernementale, 1999, Conseil du Trésor.

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF  
SECRETARIAT À LA RÉFORME DES INSTITUTIONS DÉMOCRATIQUES ET À L'ACCÈS À L'INFORMATION**

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006  
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**31. LISTE DE TOUS LES COMITÉS INTERMINISTÉRIELS FORMÉS OU DÉJÀ FORMÉS EN 2004-2005, DONT A FAIT PARTIE LE SECRETARIAT AVEC D'AUTRES MINISTÈRES, ORGANISMES, AGENCES OU PARTENAIRES. POUR CHAQUE COMITÉ, PRÉCISER LE MANDAT, LES MEMBRES, LE BUDGET ET LES RÉSULTATS**

<b>GROUPE DE TRAVAIL</b>	<b>OBJECTIFS</b>	<b>PORTEUR DU DOSSIER</b>	<b>PARTICIPANTS</b>	<b>APPORT DE LA DSAIPRP</b>
<b>Projet de révision de la Directive sur la sécurité de l'information</b>	Révision de la directive sur la sécurité de l'information gouvernementale	Sous-comité du COSS	Idem précédent	Soutien et conseil en matière d'accès aux documents et de protection des renseignements personnels

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF  
 SECRÉTARIAT À LA RÉFORME DES INSTITUTIONS DÉMOCRATIQUES ET À L'ACCÈS À L'INFORMATION**

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006  
 RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**32. INDIQUER, POUR LE SECRÉTARIAT : LE NOMBRE DE RENCONTRES, REPAS OU DE RÉUNIONS ET LES FRAIS AFFÉRENTS, LISTE DES PERSONNES À RENCONTRER EN PRÉCISANT LE BUT DE LA RENCONTRE, LES FRAIS DE DÉPLACEMENT, FRAIS DE VOYAGE, FRAIS DE REPAS ET FRAIS DE REPRÉSENTATION LA LISTE DES PARTICIPANTS À DES COLLOQUES, DES CONGRÈS ET LA LISTE DES PARTICIPANTS, INCLUANT LES COÛTS AFFÉRENTS**

TABLEAU I						
Réunion du réseau des responsables de l'accès à l'information et de la protection des renseignements personnels des ministères et des organismes gouvernementaux 2004-2005	DATE	LIEU	SALLE	REPAS	NOMBRE	LOCATION D'ÉQUIPEMENT
	15 juin 2004	Hôtel Loews Le Concorde, Québec	400,00 \$	794,65 \$	+ ou - 75 personnes	110,00 \$
	29 septembre 2004	Hôtel Clarendon, Québec	287,56 \$	511,92 \$	+ ou - 85 personnes	23,01 \$
	25 janvier 2005	Hôtel Delta, Québec	325,00 \$	1 047,94 \$	+ ou - 100 personnes	35,00 \$
	15 mars 2005	Hôtel Loews Le Concorde, Québec	400,00 \$	750,38 \$	+ ou - 80 personnes	160,00 \$
	<b>SOUS-TOTAL :</b>		<b>1 412,56 \$</b>	<b>3 104,89 \$</b>		<b>328,01 \$</b>

TABLEAU II					
DSAIPRP Réunions ministérielles et interministérielles 2004-2005	OBJET	DATE	LIEU	REPAS FOURNISSEUR LA CARTE BOUTIQUE ALIMENTAIRE	NOMBRE
	Réunion du sous-comité protection des renseignements personnels du Comité national sur la protection des renseignements personnels et la sécurité dans le réseau de la santé et des services sociaux	27 mai 2004	Bureau de Montréal	155,60 \$	22 personnes
	Sous-comité de travail technologie et sécurité du Comité sur la conservation intégrée des documents des organismes publics	14 juin 2004	Bureau de Montréal	47,80 \$	9 personnes
	<b>SOUS-TOTAL :</b>			<b>203,40 \$</b>	

**TOTAL DU TABLEAU I + TABLEAU II = 5 048,86 \$**

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF  
SECRETARIAT À LA RÉFORME DES INSTITUTIONS DÉMOCRATIQUES ET À L'ACCÈS À L'INFORMATION

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006  
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

33 BUDGET PRÉVU PAR LE SECRETARIAT POUR LES CONSULTATIONS SUR L'AVANT-PROJET DE LOI REMPLAÇANT LA *LOI ÉLECTORALE*

CETTE QUESTION NE S'APPLIQUE PAS AU PROGRAMME 06, ÉLÉMENT 03,  
RELATIF À L'ACCÈS À L'INFORMATION ET À LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS.

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF  
SECRETARIAT À LA RÉFORME DES INSTITUTIONS DÉMOCRATIQUES ET À L'ACCÈS À L'INFORMATION

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006  
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

34. MANDATS QUI ONT ÉTÉ CONFIEÉS AU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS

CETTE QUESTION NE S'APPLIQUE PAS AU PROGRAMME 06, ÉLÉMENT 03,  
RELATIF À L'ACCÈS À L'INFORMATION ET À LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS.

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF  
SECRETARIAT À LA RÉFORME DES INSTITUTIONS DÉMOCRATIQUES ET À L'ACCÈS À L'INFORMATION**

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006  
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**35. COPIE À JOUR DE LA LISTE DE CLASSEMENT DE TOUS LES DOCUMENTS DISPONIBLES AU SECRETARIAT TEL QUE PRESCRIT PAR LA LOI SUR L'ACCÈS  
AUX DOCUMENTS DES ORGANISMES PUBLICS ET SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS**

**Représentation des femmes (RF) et représentation des communautés culturelles (RCC)**

RF – comité conjoint : MICC – SCF – SRIDAI  
RCC – comité conjoint : MICC – SCF – SRIDAI

**Démocratie et NITC ( D + NITC)**

D + NITC - comité conjoint Secrétariat du Conseil du trésor  
D + NITC - comité gouvernement en ligne  
D + NITC - vote électronique

**Mesures incitatives (MI)**

MI – incitatifs financiers pour les femmes  
MI – incitatifs financiers pour les communautés culturelles

**Mesures du DGE (MDGE)**

MDGE – coûts des mesures  
MDGE – analyse des mesures

**Réforme du mode de scrutin (RMS)**

RMS – consultations ministérielles  
RMS – avant-projet de loi remplaçant la Loi électorale  
RMS – annonce et dépôt à l'Assemblée nationale  
RMS – paramètres des modes de scrutin  
RMS – impact sur la carte électorale

RMS – États généraux et Comité directeur des États généraux sur la réforme des institutions démocratiques

RMS – Commission parlementaire spéciale

RMS – Commission parlementaire des institutions

#### **Gestion des documents imprimés (GDI)**

GDI – le rapport Louis Massicotte « à la recherche d'un nouveau mode de scrutin mixte compensatoire pour le Québec

GDI – le résumé Louis Massicotte « à la recherche d'un nouveau mode de scrutin mixte compensatoire pour le Québec

GDI – dépliant : « Coup d'œil »

GDI – les fiches pour le site Internet

GDI – le résumé de l'avant-projet de loi remplaçant la Loi électorale

GDI – le cahier des propositions de la réforme parlementaire

GDI – le résumé du cahier des propositions de la réforme parlementaire

#### **Veille et opinion publique (VOP)**

VOP – RMS – veille sur le mode de scrutin

VOP – RP – veille sur la réforme parlementaire

VOP – RAIRP – veille sur l'accès à l'information

VOP – veille sur les positions des partis politiques

VOP – veille sur les questions à l'Assemblée nationale

VOP – veille sur les expériences nationales

VOP – veille sur la cyberdémocratie

#### **Jeunes et citoyenneté (JC)**

JC – programmes d'éducation à la citoyenneté

#### **Opérations courantes (OP)**

OP – planification (planification stratégique, plan annuel de gestion, rapport annuel de gestion, étude des crédits)

OP – plan de travail, échéancier, agenda, cédules

OP – ressources financières humaines, matérielles et informationnelles

OP – plan de communication, avis de pertinence

OP – correspondance du ministre

OP – correspondance du secrétariat

OP – suivi de gestion, rapport annuel de gestion

#### **Réforme de l'accès à l'information (RAI)**

RAI – révision de la loi (projet de loi n° 86)

RAI – Commission parlementaire de la culture

RAI – dossier : sécurité

RAI – dossier : professions

RAI – politique gouvernementale de diffusion systématique

RAI – politique gouvernementale de la protection des renseignements personnels

RAI – prestation électronique des services

RAI – analyse des risques

RAI – révision de la directive sur la sécurité (SCT)

RAI – modèles de pratique PRP

RAI – cadre de référence (GRGGID)

### **Suivi des ministères et des organismes (SMO)**

SMO – suivi de la Commission d'accès à l'information (avis, rapports etc)

SMO – suivi du Directeur général des élections (avis, rapports etc)

SMO – aides financières (AAPI)

SMO – réseau des répondants ministériels (AIPRP)

SMO – comité d'orientation stratégique sur la sécurité (COSS)

SMO – service québécois de changement d'adresse

SMO – groupe de travail sur le vol d'identité (MSP)

### **Avis au Conseil des ministres et aux Comités ministériels (ACM)**

ACM – avis au Conseil des ministres

ACM – avis aux comités ministériels

### **Site officiel internet (SOI)**

SOI – enregistrement au site (SRID, SRIDAI)

SOI – archives des textes officiels

